

LE TEMPS

Que faire face au choc pétrolier?

Le Temps, [Chales Wyplosz](#), 30 avril 2026

Laisser monter les prix maintenant permet de réduire la demande, de repousser l'horizon des pénuries et de pousser la production d'énergies non fossiles, écrit [Charles Wyplosz](#), pour qui la Suisse a tout compris.



Le totem des prix de la station-service BP, au pied de citernes de stockage d'essence et de diesel. Vernier, 5 avril 2026. — © SALVATORE DI NOLFI / keystone-sda.ch

L'Agence internationale de l'énergie vient de publier [la liste des mesures prises par ses membres](#) en réponse à l'augmentation des prix des produits pétroliers. Une trentaine de pays incitent de diverses manières leurs citoyens et leurs entreprises à réduire leur consommation. Toute une panoplie d'outils est mise en œuvre, parfois en faisant appel à la bonne volonté, parfois en imposant des règles. Mais la grande majorité a choisi d'atténuer l'impact des cours mondiaux sur les consommateurs et les entreprises. Tout ceci semble de bon sens, à première vue. Mais le doute s'insinue quand on note qu'un pays qui nous intéresse n'a pris aucune mesure digne de figurer dans cette longue liste: la Suisse (les Etats-Unis manquent aussi à l'appel).

On le sait bien, la Suisse est spéciale. Le rôle des énergies fossiles y est plus faible qu'ailleurs car l'électricité est essentiellement fournie par les barrages et les centrales nucléaires. Mais l'énergie fossile joue quand même un rôle majeur dans les transports et de nombreuses industries. La Confédération se désintéresse-t-elle de ce qui arrive à ses citoyens ou est-ce plutôt le reste du monde qui fait fausse route?

Pour contenir les hausses des prix, les gouvernements versent des subventions ou imposent des limites aux prix des produits pétroliers ou aux marges bénéficiaires des entreprises; le plus souvent, ils abaissent les taxes sur les produits pétroliers. Quand ces mesures sont générales, elles ont le gros inconvénient de protéger tout le monde, les riches comme les pauvres, les entreprises florissantes comme celles en difficulté. La logique consisterait à cibler les aides publiques vers ceux qui en ont vraiment besoin. Mais, dès que l'on pose la question, la liste des nécessiteux s'allonge et le petit jeu des groupes de pression devient vite ingérable. Ces mesures sont donc coûteuses. Certains gouvernements en ont les moyens, mais d'autres ont déjà des dettes inquiétantes.

Plus assez de pétrole

Mais la question est plus subtile. D'abord, si l'on corrige leurs prix par l'inflation cumulée, les produits pétroliers ne sont pas vraiment beaucoup plus chers qu'il y a une dizaine d'années, quand on ne parlait pas de choc pétrolier. De plus, le monde dans son ensemble a appris à utiliser [moitié moins d'énergie](#) pour produire la même quantité de biens et de services depuis le premier choc pétrolier de 1973. Un choc pétrolier est aujourd'hui moins critique que par le passé. Certes, ce qui se passe est pénible pour nos portefeuilles, mais le vrai risque est ailleurs. Si la guerre perdure, il n'y aura tout bonnement plus assez de pétrole, de gaz ou d'engrais pour satisfaire la demande, d'autant plus qu'il faudra ensuite remettre en route les installations détruites au Moyen Orient. Il faudra alors réduire la demande.

Une sérieuse récession mondiale aboutirait à ce résultat, mais c'est évidemment ce qu'il est primordial d'éviter. Lorsque la demande excède la production disponible, soit on assiste à des files d'attente et il faut mettre en place un rationnement, ce qui est particulièrement pénible, soit il faut laisser les prix grimper pour réduire suffisamment la demande, mais la hausse est alors violente. En laissant les prix faire leur travail maintenant, on réduit la demande et on repousse l'horizon des pénuries.

Plus grave car plus durable, la guerre en Iran a révélé la dépendance pétrolière du monde à l'égard du Moyen-Orient, comme la guerre en Ukraine avait fait apparaître la dépendance de l'Europe à l'égard de la Russie. On peut espérer que de nouvelles sources d'approvisionnement seront développées, y compris et surtout en accélérant la production d'énergies non fossiles. Que ce soit pour des raisons stratégiques ou pour accélérer la décarbonation, la hausse des prix devra faire partie des mesures nécessaires. La vitesse avec laquelle la plupart des gouvernements se sont précipités pour contenir les prix augure mal de leur détermination. Le choc pétrolier est une occasion de préparer la suite, en laissant les prix servir d'avertissement tout en apprenant à protéger ceux qui en ont vraiment besoin. Occasion largement perdue, sauf en Suisse.